Non, les élus du CHSCT ne sont pas morts !

Cela faisait plusieurs mois que les salariés de l'ARS se demandaient ce qu'était devenu le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). En janvier dernier, aucune question des élus lors de la réunion trimestrielle. Puis en avril, une seule question et seulement deux pages de compte-rendu. En juin, un seul élu présent qui, selon le compte-rendu officiel et donc accepté par tous, n'a pas dit un seul mot. En juillet, également seulement deux pages de compte-rendu. Et août, une seule page, dont la moitié pour l'entête, la date, les présents et les excusés !

Et pendant le premier semestre 2009, suite au départ de l'association d'un salarié, élu au CHSCT, nous n'avons entendu aucun cri d'orfraie des deux autres élus car l'élection n'avait été provoquée par le patron que bien au-delà du délai imparti. Enfin, depuis leur élection début 2008, rien : si, quelques courtes questions, de longs monologues du délégué, mais aucune visite d'établissement et aucun rapport produit sur aucune question. Rien, nada, que dalle...

Expulsés par le ministre de l'intérieur !

Tous les salariés étaient interrogatifs. En tout cas, les rumeurs circulaient allégrement. Il se serait auto-dissous. Mouais... Il aurait réglé tous les problèmes existant dans l'association. Mouais... Les élus, confondus avec des demandeurs d'asile, auraient été expulsés du territoire, par le ministre PS de l'intérieur. Mouais... Un mystère aussi tenace que le fog londonien.

Et puis la plus folle des rumeurs est tombée durant le printemps : après avoir vu plusieurs reportages sur les séquestrations de cadres dans les entreprises qui licencient (comme chez "3M santé" en mars 09, "Molex" en avril 09, "Sony" en mars 09, "Michelin" en juillet 09, "Caterpillar" en mars 09 ou nos voisins de Woippy (57) chez "FM Logistic" en avril 09) et les menaces d'explosion de bouteilles de gaz (comme chez "New Fabris" ou "Nortel France" en juillet 09 et "Serta" en août 09), le délégué avait décidé, à son tour, de prendre en otages les

trois élus du CHSCT. Stu-

DANS LA CHAUSSURE

n° 9 – octobre 2009

peur dans les rangs des employé-es ! Des nuits entières à dormir dans le même bureau que le délégué. A tremper son Rem dans un gobelet en plastique rempli de café soluble et en tête à tête, dès le réveil. Même à Guantanamo, ils ne subissent pas cela. Mais pour tous ceux qui connaissent bien le directeur général, ce n'était pas envisageable.

Le coiffeur de Bernard Thibault

Notre label Presse de qualité (PdQ) nous interdit de révéler son passé et son curriculum vitae, mais nous pouvons tout de même vous apporter quelques informations qui contrediront cette version. Au sortir de la seconde guerre mondiale, et seulement quelques mois avant son assassinat, le délégué a été l'un des assistants de l'apôtre Gandhi. De plus, en quittant l'Inde, il a sillonné les routes fleuries qui mènent à Katmandou. Puis, au début des années 70, globe-trotter, le délégué est parti vivre avec son sac à dos dans certains squats alternatifs et non-violents de San Francisco. Enfin, ultime preuve s'il le fallait de son engagement, de retour en France, il a fréquenté le même coiffeur que Bernard Thibault. C'est dire !

Et puis le mystère a été levé : un nouvel élu (titularisé par sa seule voix) a fait son entrée au fantomatique CHSCT. C'est donc bien qu'ils ne sont pas morts. Et surtout, gloire des gloires, l'un d'entre eux a fait son entrée à la cellule de crise, présidée par le directeur général himself

(notre Jack Bauer à nous), qui lutte virus après virus, mouchoir souillé après mouchoir souillé contre la perfide grippe A. Celle-là même qui occupe bien les politiques et les médias pendant que les patrons démontent leurs entreprises puis délocalisent sous prétexte de crise économique, afin que les actionnaires s'en mettent plein les poches. On y revient. Dormez braves élus, dormez...

The Hookah smoking caterpillar

SUD-ARS a demandé à la direction générale de changer les modalités "d'élections" des membres du CHSCT. Nous ne voulons pas d'une désignation par les "grands électeurs" (CE et DP) mais une réelle élection démocratique par tous les salariés.

Courriers et réponses sur <http://sud.ars.free.fr>

Demandeurs d'asile : de mal en pis !

Rappelez-vous : mai 2009, les deux collègues du Service d'accueil des demandeurs d'asile (SADA) positionnées sur les demandes d'asile des primo-arrivants hébergés par le Point d'accueil d'urgence (PAU) sont à saturation. Plus possible pour elles de suivre la cadence. Et oui ! il faut en parallèle assurer les prises en charge des familles hébergées sur le SADA et sur le Centre d'accueil des demandeurs d'asile (CADA), soit à peu de choses près une quinzaine de ménages. La DDASS de Meurthe & Moselle et la préfecture de Moselle exigeant que les familles primo-arrivantes soient présentées dans les plus brefs délais, le service n'a d'autre choix que d'y répondre. Conclusion : les six travailleurs sociaux du SADA sont mis à contribution et parviennent, en deux mois, à rattraper le retard accumulé.

Quelques copeks...

L'été est là, les demandeurs d'asile aussi et les arrivées ne faiblissent pas, contrairement aux années précédentes. Oui, l'été est là et avec lui, les congés bien mérités : doigts de pieds en éventail, un bouquin entre les mains, sereins, chacun part satisfait du travail accompli. Le dispositif à six est plus efficient qu'à deux. Logique. Les familles sont présentées dans des délais plus courts à la préfecture et accèdent plus facilement à leurs droits (CMU, Pôle emploi...). A charge pour les collègues du PAU de gérer tout cela, sans oublier de préparer la scolarisation des mêmes qui passent des semaines, voire des mois, dans les couloirs ou sur les parking des hôtels (quand il y en a), pour cause d'embolisation du Dispositif national d'accueil (DNA). Les familles s'installent car elles n'ont pas la possibilité d'être orientées en CADA. Travailler plus pour des copeks, c'est d'actu et dans l'air du temps.

Les Dublin ? On n'en veut pas.

Septembre 2009, appel d'un collègue du PAU, ennuyé par une situation quelque peu délicate. "Allo, papa tango Charlie, j'ai orienté une famille sur la CIMADE pour sa domiciliation, afin de la présenter à la préfecture de Metz. Tout s'est bien passé, la famille est là avec son Autorisation provisoire de séjour (APS). Ah ! j'oubliais. Il y a quatre dossiers OFPRA à remplir et des récits à monter. Oui, oui à monter car ils sont

analphabètes. Qui s'en occupe ? Vite, le délai court, il ne reste que 18 jours pour boucler le tout et l'envoyer à l'OFPRA". Panique au Mangin Palace, comme dirait Philippe Colin, tous les dimanches, sur France Inter.

Eric et non pas Luc !

Et en creusant un peu sous la cave, il n'y a pas que cette famille, mais plusieurs qui sont dans ce cas-là. L'équipe du SADA-CADA tombe des nues. Alors qu'elle s'était organisée pour activer la cadence, répondant ainsi aux exigences du financeur et des autorités, elle s'aperçoit que la DDASS a exigé du PAU qu'il présente les demandeurs d'asile à la préfecture de Metz, avant de les prendre en charge à l'hôtel. L'objectif étant, soit-disant, de faire passer le mot aux passeurs que les familles Dublin ou en mesures prioritaires ne seront pas hébergées par le PAU.

Et pour celles qui obtiennent le fameux papier vert, me direz-vous ? Hébergement OK, mais sans soutien pour effectuer le dossier de demande d'asile et les récits.

Qu'elles se débrouillent avec la CIMADE ! Quand on connaît les arcanes de l'administration française, on peut légitimement se poser la question de savoir comment une famille qui ne parle pas français et ne connaît pas le système peut effectuer sa demande d'asile seule et dans les règles. Belle philosophie, on dirait du Besson. Pas Luc, non non, je parle de cet individu qui a fait raser la jungle à Calais, pour faire passer un petit message aux passeurs et expédier manu militari un paquet d'Afghans, entre autres, dans les Centres de rétention administrative. Et on a vu ce que cela a donné :

Une Autorisation provisoire de séjour (APS) : le papier vert tant espéré par les primo-arrivants

sur les 130 arrêtés et mis en rétention, plus de la moitié ont été libérés par les tribunaux des quatre coins de la France.

Renvoyée sur Nancy

Il semblerait que la DDASS ne soit pas consciente des conséquences des exigences qu'elle impose à un service (le PAU), sans même en informer celui qui a pour mission d'accueillir et d'accompagner les demandeurs d'asile (le SADA-CADA). Le tout, au détriment d'une population déjà fragile, qui ne peut plus quitter le département dès lors qu'elle est domiciliée par la CIMADE. Une a essayé d'être hébergée sur Metz, mais a été renvoyée illico sur Nancy. Et elle risque d'être

De nombreuses informations sur la vie de notre syndicat, les mobilisations actuelles ainsi que les archives de notre journal et de nos tracts sont toujours disponibles sur le web : <http://sud.ars.free.fr>

Glossaire

Primo-arrivant : demandeur d'asile arrivé sur le territoire français et n'ayant pas encore effectué les démarches d'admission au séjour au titre de l'asile.

Procédure Dublin : demandeur d'asile ayant déjà déposé une demande d'asile politique ou ayant été contrôlé par les autorités d'un Etat européen de l'espace Schengen (libre circulation des biens et des personnes) ayant signé les accords Dublin. Dans cette situation, l'Etat est dit "responsable" et doit instruire la demande d'asile politique.

Procédure prioritaire : concerne essentiellement les demandeurs d'asile provenant de pays dits "sûrs". Cette liste de pays "sûrs" établie par l'OFPRO (unique en Europe), n'autorise pas la personne à déposer une demande d'asile dans le cadre d'une procédure classique. La procédure prioritaire est instruite plus rapidement car les délais sont raccourcis.

CIMADE : Centre inter-mouvements auprès des évacués. Antenne nancéenne d'une association humanitaire nationale, d'obédience protestante et basée à Nancy au Haut-du-Lièvre.

PS 1 : Le chiffre du jour au 23 octobre 2009 : 200 demandeurs d'asile pris en charge par le PAU (ou devrais-je dire le Point d'accueil des demandeurs d'asile ?) sur un total de 265 personnes. A vos calemboucs...

PS 2 : Des demandeurs d'asile, il continue à en arriver tous les jours, malgré le message que la DDASS imagine adresser aux passeurs, en laissant poireauter des familles sur les trottoirs de Nancy. Il faut croire que, tout comme le nuage radioactif de Tchernobyl fin avril 1986, le message s'est arrêté à notre frontière et n'est pas parvenu jusqu'aux oreilles moscovites et kosovars...

PS 3 : Le syndicat SUD-ARS a rédigé un état des lieux plutôt complet sur la situation des demandeurs d'asile pris en charge par l'ARS : consignes de non-dépannage, usine à déboulés, sit-in, tensions, refus, etc.

>>> A télécharger sur <http://sud.ars.free.fr> <<<

Dernière minute : Le PAU a été fermé durant 15 jours entre fin octobre et début novembre : trop de monde, plus de place, énorme pression, problèmes budgétaires et conditions de travail inacceptables.

Toutes les informations sur ce nouvel épisode sur notre site Internet : <http://sud.ars.free.fr>

déboutée de sa demande d'asile très rapidement. A croire, que notre bon financeur tente d'appliquer, au sein de l'ARS, le fameux adage "*diviser pour mieux régner*". Qu'en sera-t-il début novembre quand, dans le cadre du dispositif hivernal, il faudra héberger toute personne en situation de précarité ? La DDASS comptera-t-elle sur la solidarité des compatriotes ? Elle a ses limites. A ce jour, il y a un peu plus de 200 demandeurs d'asile en hôtel et la situation n'est guère rassurante.

Et les collègues du PAU dans tout cela ?

De plus en plus débordés par les demandes des primo-arrivants, ces collègues ne savent plus comment gérer cette situation, car ils doivent répondre aux exigences ubuesques de la DDASS. Ils constatent également que les primo-demandeurs, du fait de cette nouvelle orientation, adoptent des comportements qui risquent rapidement de les amener à rencontrer quelques déboires avec les forces de police : fraude dans les transports pour se rendre à la préfecture de Metz ou manche dans la rue. A un moment, l'équipe du PAU avait décidé, non sans une certaine inquiétude, de ne plus jouer le jeu de la DDASS et avait refusé d'envoyer les primo-arrivants à la CIMADE et à Metz dans ces conditions. Une décision courageuse par les temps qui courent, mais qui prouve, là encore, la nécessité de continuer à se battre contre les exigences des pouvoirs publics qui mettent à mal ce pourquoi nous faisons ce boulot-là. **Ne rien lâcher et se serrer les coudes**, tel doit être notre préoccupation première, quelque soit le service dans lequel nous exerçons notre taf.

Fin septembre, une rencontre a eu lieu entre la direction de l'ARS et la DDASS. Il n'en est rien sorti de transcendant. En espérant que nos dirigeants puissent encore croire en nous et défendre l'intérêt des "*étranges étrangers*" comme l'a écrit Prévert et de fait, l'intérêt des salariés de l'ARS, qui, malgré la crise et les restrictions budgétaires, tentent de préserver les valeurs inhérentes au travail social.

Adel Blansec

Regardons un peu plus au Nord

Que cherche t-il donc notre financeur ? La question peut sembler anodine et pourtant. Il suffit de porter notre regard sur cette bonne vieille ville de Metz, où les primo-arrivants et les demandeurs d'asile se comptent par centaines. Des arrivées quotidiennes et importantes et, pour toute réponse, un dispositif d'accueil et de prise en charge bien huilé et performant. Tout dépend de quel point de vue on se place, cela va de soi. Mais il semble que pour notre DDASS c'est l'avenir.

Et c'est quoi cet avenir, beau et en couleurs, me direz-vous... Le PADA et le CASAM, vous répondrais-je. Et oui à Metz, comme dans d'autres villes de France, a été créé un PADA ou Point d'accueil pour demandeurs d'asile. A l'image de notre PAU, ce service domicile et héberge, à titre temporaire, provisoire, transitoire les primo-arrivants. Enfin, le temporaire, provisoire, transitoire est en voie de disparition, tout comme chez nous, puisque les demandeurs d'asile peuvent être hébergés en hôtel, durant toute la procédure de demande d'asile.

Quid de cette dernière ? C'est là où cela devient intéressant, d'autant plus pour la DDASS, puisque à Metz, la majorité des demandes d'asile est effectuée par le CASAM (Collectif d'accueil des solliciteurs d'asile en Moselle) qui assure deux permanences de trois heures par semaine.

Et oui, un Collectif, bien moins cher qu'une équipe de travailleurs sociaux. Tous les membres du CASAM agissent à titre bénévole et dans des conditions plutôt artisanales, il faut l'admettre, style salle des pas perdus : quelques tables alignées, des chaises, une photocopieuse et le tour est joué. Pas moyen de financer des interprètes bien sûr, aux primo-arrivants de se débrouiller pour être accompagnés d'un compatriote qui parle un tant soit peu français et des dossiers remplis bon an mal an, avec quelques erreurs d'état civil et des récits écrits sur le coin d'une table, laconiques et imprécis. Ca marche, c'est pas cher et ça peut rapporter gros (pour la DDASS, j'entends). Alors pourquoi pas nous ?

Adel B.

Lecture

On parle régulièrement des soldats occidentaux tués en Afghanistan, sous mandat de l'OTAN. « *Nos enfants morts pour la France* », disent les politiques et les patriotes. Cette guerre voulue par les faucons américains et, à leur tête, le va-t-en-guerre Georges W. Bush pour botter le cul des méchants talibans. Alors que, des années auparavant, ils avaient financé, armé, soutenu et manipulé les Moudjahidines du commandant Massoud et surtout la garde rapprochée du gentil (à l'époque) Oussama Ben Laden qui luttait contre les troupes soviétiques qui avaient envahi le territoire afghan, en décembre 1979. L'arroseur arrosé, en bref.

Mais parlons plutôt des civils, qui comme dans toutes guerres, sont les plus nombreux, alors que très souvent ils n'ont rien demandé, à mourir sous les balles de nos bien-pensants militaires. Et, en Afghanistan, parlons encore plus précisément, des femmes très ordinaires, qui subissent le joug des Talibans, modérés ou non et qui se retrouvent enfermées dans une burqa de la tête au pied.

« *Essayez de boire, de manger, de marcher, d'embrasser, ou même de vous faire reconnaître par votre fils ou votre mari* », expliquent les auteures de la bande dessinée « *Burqa !* ». Jamila Mujahed, journaliste afghane, y parle de son quotidien avant la prise du pouvoir par les Talibans, notamment de sa liberté de femme et de salariée puis décrit les changements qu'elle a sub-

bit : ne plus travailler, ne plus sortir ou très rapidement et surtout mettre obligatoirement la fameuse burqa, « *cet habit-
prison si inconfortable* ». Un véritable calvaire qu'elle décrit formidablement et malheureusement très bien : « *escadron
religieux (...) punissant à coups de fouet les femmes sans burqa* » ou celle « *qui portait une burqa trop courte qui ne
lui couvrait pas les jambes* », « *il n'est pas convenable pour une femme de sortir dans la rue* », elle était comme « *emprisonnée dans une cellule minuscule* », etc.

Ce livre est une dénonciation simple, ironique et amère des injustices auxquelles de nombreuses femmes musulmanes sont sujettes. A lire absolument, par ces temps de crise ... idéologique !

Raoul Léduc

« *Burqa !* », Simona Bassano Di Tuffilo et Jamila Mujahed, Editions de La Martinière.

Pizza, bière, foot

Le 23 septembre dernier, le directeur général, par le biais de deux mails, s'adressait aux différents cadres de l'association (à ne pas diffuser aux employé-es de base). Très officiellement, le délégué les alertait sur « *la situation budgétaire [qui] ne s'est pas redressée bien au contraire, [mais qui] (...) s'est encore dégradée.* » Les temps sont durs. Le chiffre de 160.000 euros de déficit circule. Les fins de mois difficiles (pas celles du délégué, faut pas non plus exagérer). Il faut donc « *prendre des mesures que [le délégué] espère temporaires pour réduire les dépenses (...) Il est décidé de suspendre toute nouvelle commande en fournitures de bureaux (...)* ». Plus moyen donc de commander le moindre équipement (comme des rideaux à lamelles) ou un simple pot à crayons. Sauf, sauf...

Deux choses. La première est qu'il me semblait avoir lu, cet été, un compte-rendu de Comité d'entreprise (juin 2009) qui montrait dans le bilan annuel de 2008 que l'ARS avait, sous ses fesses, un joli matelas financier : plus de 7 millions d'euros. Le délégué parlait alors même d'« *une trésorerie confortable* » ! Or, il est un bon trader qui fait du pognon avec le pognon, bizarre donc.

Et la seconde dont il vaut mieux rire. Au moment où le mail secret d'état atterrissait dans la messagerie Outlook de nos amis les cadres, la directrice

d'ARS Austrasie se faisait livrer et installer un écran géant dans son nouveau bureau, pour mieux voir les tableaux Excel qu'elle s'est amusée à faire sur son PC. Je ne blague pas, j'ai bien dit un écran géant. **Une belle bête de chez Sony, de près d'un mètre de diagonale !** Ecran plat, style Home cinéma, avec les accessoires pas donnés qui vont avec : les multiples et longues connectiques et le solide support mural. Pour un prix évidemment scandaleux en période de « *situation budgétaire dégradée* ». Car il y en avait déjà d'autres dans différents coins de l'ARS mais il en manquait un, indispensable, dans le bureau de cette directrice.

Certains nous diront que nous sommes des mauvaises langues. Effectivement, ce ruineux achat est peut être totalement altruiste. Dans le cadre d'une action collective, elle a probablement monté un projet intitulé "*Pizza, bière, foot*" et a invité tous les Arméniens et les Tchétchènes de l'ARS à venir regarder, sur ce bel écran géant, les matchs de qualification à la Coupe du monde 2010 de leurs équipes nationales respectives. J'ai dit "probablement"...

D'ailleurs, comment dit-on « *A mort l'arbitre !* », en arménien ?

Gérard Mais

« *Le droit de vivre ne se mendie pas, il se prend !* »

Alexandre Jacob